

Le « ras le bol » !

Alors que les banquiers n'hésitent pas à dépenser plus de 2 milliards pour une seule campagne publicitaire. Alors qu'ils payent leurs hauts cadres par enveloppes personnelles (plusieurs millions par mois), la grande majorité des employés de banque est payée au lance-pierre : à peine 1200 F à l'embauche. Or, depuis longtemps, les directions syndicales CGT-CFDT-FO, au niveau national ou parisien, ne trouvaient rien d'autre à préparer que les traditionnelles journées d'action ou de manifestations, pressions, à la veille des rituelles négociations.

C'est donc les travailleurs échaudés par les grèves parachutées d'en haut, dans lesquelles on ne leur demandait ni leur avis ni leur présence, se rappelant de la grève de 48 h du 30 novembre et du 11 décembre 72, qui n'avaient rien donné; se rappelant aussi de la dernière « mobilisation » appelée par les directions syndicales le 10 janvier 74, jour d'une négociation paritaire, dans laquelle les banquiers n'avaient même pas entendu la manif., vu qu'elle se déroulait le matin sous leurs fenêtres et la négociation l'après-midi.

Ce sont ces travailleurs-là qui étaient bien décidés, mais sans savoir comment, à ne pas attendre la prochaine paritaire.

« NOUS N'ATTENDRONS PAS LA PROCHAINE PARITAIRE ! »

L'explosion, la grève générale des banques est partie d'un petit service du Crédit Lyonnais.

Le 24 janvier, les « Flexos positionss » (30 mécanographes) vont manger toutes ensemble le midi. A 13 h, au lieu de reprendre le travail, elles se réunissent au foyer des jeunes, pour voir les problèmes et ce qu'il est possible de faire.

Afin de ne pas simplement remettre leurs intérêts entre les mains du « front commun des organisations syndicales » comme cela se passait toujours (front qui éclatait toujours à la première difficulté); les flexos décident elles-mêmes de leurs revendications et de leurs formes de lutte, imposant ainsi une réelle unité et syndicale et ouvrière autour de leur combat.

Dans un premier temps, elles décident de refuser les heures supplémentaires et de s'organiser pour freiner les cadences.

Leurs revendications sont claires : un coefficient pour toutes (ce qui fait 20 points, c'est à dire 80 F), une augmentation des effectifs, 400 F de prime pour toutes. Elles montent toutes ensemble à la direction : « C'est non ? On continue ! », et, pendant une semaine, elles se réunissent en assemblée générale souveraine, tous les matins, et durcissent de jour en jour leurs débrayages.